

## Conservation des sols, initiatives villageoises et coopération au Burkina

*« Il y a soixante ans et même quarante ans, quand nous étions enfants ou jeunes, le marigot, la rivière avaient de l'eau en permanence. On y pêchait. A la nuit tombée, on ne pouvait pas se rendre au village voisin sans être inquiété par des animaux sauvages. Aujourd'hui, le marigot s'est ensablé, la rivière ne coule plus, les bêtes sauvages ont disparu » (Un ancien de Yako, chef-lieu de la province du Passoré).*

**I**L est évident que la gestion des ressources naturelles devient au fil des ans une question préoccupant tous les acteurs du développement. Les causes et les conséquences de la dégradation de ces ressources (sol, biomasse, eau, ressources génétiques...) sont diverses selon la région où l'on se situe et n'ont pas le même impact sur les activités socio-économiques des populations concernées. Cette diversité est un fait qui impose de prendre en compte tous les efforts entrepris pour préserver ce qui doit l'être, toutes les actions contribuant à sauvegarder les équilibres nécessaires de l'environnement, de la prise de conscience des populations jusqu'à l'organisation et la mise en œuvre des actions elles-mêmes, auxquelles peuvent contribuer des participants extérieurs.

L'efficacité implique donc une analyse écologique sérieuse, et une aussi bonne connaissance du facteur humain. Car si, par exemple, l'érosion des sols, tant hydraulique qu'éolienne, devient au fil des années catastrophiques pour les populations sahéliennes, les communautés villageoises réagissent. Ainsi, l'action que nous relatons ici s'est déroulée au Burkina Faso dans la province du Passoré à une centaine de kilomètres au nord de Ouagadougou d'octobre 1990

à mai 1992. Elle a bénéficié de l'appui financier du Réseau Africain 2 000, programme du PNUD dont la philosophie est fondée sur les priorités énoncées par les délégués africains à l'Assemblée générale des Nations unies consacrées à la crise des économies africaines.

### **L'écologie du Passoré et la menace de désertification**

Dans le Passoré, le climat autrefois soudanien est devenu sahélo-soudanien avec une pluviométrie irrégulière durant la saison agricole (600 à 650 mm en moyenne) d'où son surnom de « Porte du Sahel. Ces précipitations se produisent en orage qui dament et dégradent les sols non protégés par la végétation. Une faible variation en durée de la saison sèche a des répercussions importantes voire dramatiques sur les cultures d'hivernage, les plantes ne pouvant parvenir à maturité ou les graines n'obtenant qu'un développement quantitatif insuffisant si le temps de pluviométrie est trop court ; s'il y a des orages tardifs, les plantes sont abîmées et les graines pourrissent. Chaque saison de production en hivernage ressemble à une loterie. Le paysan doit risquer un semis précoce pour tenter de capter au mieux la bienveillance du ciel. Tant que le dernier épi n'est pas dans le grenier, aucun chiffre prévisionnel de récolte n'est fiable.

En saison sèche, la production peut être maîtrisée si l'on dispose d'une réserve d'eau et des moyens de pompage appropriés. Ne ménageant pas sa peine, le paysan peut alors s'orienter vers des cultures d'irrigation intégrale à forte plus-value. Le facteur limitant étant la commercialisation, seule la proximité d'une ville permet d'écouler les légumes dits de contre-saison. Si l'exportation tentée çà et là génère initialement des bénéfices après quelques années, le prix des intrants augmentant et la demande étant soumise aux caprices des exportateurs et des consommateurs lointains, la terre, soumise à une production intense avec des apports chimiques, se déstructure, l'humus nécessaire au bon équilibre écologique n'est pas maintenu.

Sols et paysages se classent en trois grandes catégories : les tables et collines ferrugineuses, résiduelles du socle granitique ne retiennent pas l'eau de l'hivernage. C'est une steppe arbustive et épineuse clairsemée, à très maigre potentiel sylvo-pastoral. Les zipelles sont des surfaces presque nues, au sol glacé (damé) ou gravillonnaire ferrugineux. L'eau y ruisselle et érode les sols encore cultivables qui se réduisent peu à peu. Le pâturage est possible mais maigre. Dans les bas-fonds aux sols sablo-limoneux ou argileux, la végétation devient plus dense. On y trouve les cultures vivrières et les cultures de contre-saison.

La dégradation des sols est préoccupante. Les érosions éoliennes et pluviales éliminent la mince couche d'humus. Elles déchaussent les arbustes et maltraitent les arbres plus profondément enracinés. La présence en nombre des caprins, la nécessité de « cueillir » du bois de chauffe complètent les conditions idéales pour une désertification rapide et parfois quasi irréversible. L'écoulement de plus en plus rapide des eaux pluviales creuse des ravines, emporte de plus en plus la maigre végétation. Des plaines de sols sablo-lumineux se transforment en zipelles et peuvent devenir des tables quasi stériles.

L'ampleur de la désertification est spectaculaire. Les dégradations du milieu ont contraint les villageois à l'abandon de villages entiers. Les populations se sont déplacées à l'ouest ou au sud du pays dans les régions de savane arbustive où la pluviométrie est légèrement plus importante.

Pourquoi en est-on arrivé à ce stade alors qu'il y a quelques décennies, les ressources naturelles permettaient un bon équilibre et la satisfaction des besoins des populations ?

Une des raisons principales est la pression démographique qui a exigé l'augmentation de la production agricole. La stratégie choisie a consisté en une extension des surfaces cultivées et non en une intensification de la production. Les jachères ont diminué ou disparu, les sols se sont épuisés, le mécanisme de désertification s'est mis en route. Elle est donc autant l'œuvre de la population que celle des changements climatiques qui n'ont fait que renforcer le processus. Les grands projets de reboisement, de multiplication de barrages, de ranchs, de forages importants n'ont la plupart du temps fait qu'induire de faux espoirs. En tout état de cause, s'ils ont enthousiasmé et motivé quelques hommes politiques, des ingénieurs étrangers ou autochones, ils n'ont jamais « formé » une population à maîtriser l'écosystème.

En 1977, à Nairobi, la Conférence des Nations unies contre la désertification adoptait un plan de lutte mettant déjà l'accent sur le rôle que devaient jouer les populations concernées. Approuvé par la résolution 32/172 de l'Assemblée générale des Nations unies, il reconnaissait que la désertification n'est pas un problème simple à cerner et à résoudre. Ses origines sont complexes et ont leurs racines dans le domaine social. Lutter contre elle n'est donc pas seulement une affaire de moyens techniques, mais exige l'enclenchement d'un processus de prise de conscience nouvelle, d'éducation, de changements dans les comportements traditionnels. Le gouvernement du pays concerné et son administration doivent apporter un soutien renforcé aux actions entreprises dans ces domaines. De plus, ces actions ne doivent pas se limiter à de simples « campagnes » mais viser un développement économique des régions touchées. Le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) a été chargé de suivre ce plan d'action.

## **France et UCODEP-Burkina : un partenariat original**

---

Sa situation géographique exposée, la motivation de sa population, les possibilités de sensibilisation et de formation offertes par l'Union des UCODEP (Comités pour le développement des peuples) et une ONG française, Peuples solidaires, ont fait de la province du Passoré un terrain d'application des principes de Nairobi, C'est ainsi que dans le cadre des Peuples solidaires se donne pour objectif d'appuyer les initiatives des comités villageois : construction des diguettes en pierre, des digues filtrantes, traitement de ravines et de boulis, reboisement et plantation des haies vives autour des champs, réalisation de fosses fumières et compostières. Ce projet entre dans le cadre du plan quinquennal 1986-1990, rejoint le thème prioritaire du Service provincial d'agriculture et complète le projet du sixième FED (Fonds européen de développement). Une ONG canadienne (CECI) et le Comité de développement de la région de Yako (CRDY) interviennent dans l'aménagement de sites anti-érosifs de cette province.

Il y a plus de 20 ans que se sont établies les premières relations entre des associations françaises fédérées par Peuples solidaires et des associations villageoises de structure similaire dans la Haute-Volta d'alors, fédérées officiellement en UCODEP à partir de 1980. Les relations se sont établies exclusivement avec des communautés villageoises, paysannes à 95 %, leurs leaders étant très souvent non lettrés. Par cette communication sans filtre, les uns ont pris conscience des capacités d'expression et de création des villageois, les autres du rôle social et politique qu'ils peuvent jouer en s'organisant. Ainsi, partant de relations directes bilatérales, les comités Peuples solidaires les ont enrichies par un soutien à la mise en place d'une structure d'organisation du monde rural : les fédérations UCODEP-Burkina. La solidarité qui s'exerce localement de comité à comité se retrouve au niveau des mouvements nationaux.

UCODEP-Burkina regroupe actuellement 126 comités (soit plus de 350 villages) structurés en sept sous-fédérations réparties dans 6 provinces (Bougouriba, Mouhoun, Oubritenga, Sissili, Zoundweogo, Passoré) et une fédération nationale. A chaque niveau, une assemblée générale annuelle détermine les orientations mises en œuvre par un bureau élu. Tout se passe à tous les échelons entre paysans. Chaque sous-fédération est animée par un paysan originaire de l'un des villages. UCODEP-Burkina bénéficie de l'appui de 2 permanents burkinabé et français payés par Peuples solidaires assurant les fonctions d'animation, formation, coordination et représentation de l'ensemble UCODEP.

Les paysans animateurs bénéficient de sessions de formation organisées par le Centre d'études sociales d'Afrique de l'Ouest, le

Groupe d'appui à l'auto-promotion paysanne et l'Institut africain pour le développement économique et social. Sur le terrain, ils sont appuyés par les permanents animateurs assurant une formation continue et la coordination du travail commun sans interférer dans les responsabilités des comités et sous-fédérations. La formation permet aux paysans d'être auteurs et acteurs de leur propre développement, pensé en termes de petits projets adaptés aux moyens matériels et financiers locaux et aux capacités de maîtrise de la population.

C'est dans ce cadre qu'est né le souci de gérer autrement les ressources naturelles dans le Passoré.

### **Une mobilisation paysanne**

---

La sous-fédération du Passoré a été créée en 1984 et est actuellement dirigée par un bureau de neuf membres, dont une femme. Elle comprend 22 comités qui regroupent 98 villages. Cinq de ces comités sont les acteurs du projet dont les réalisations ont impliqué les 8 000 adhérents de la sous-fédération. Le permanent burkinabé a supervisé leur action.

Au début des années 80, constatant la dégradation de leur environnement et de la production agricole et pastorale, responsables de la sous-fédération et animateurs ont organisé une session de formation sur l'environnement avec le GRAAP. Par cette pédagogie, les comités acquièrent une méthode d'analyse du milieu suivant trois axes principaux (voir, réfléchir, agir) appelant la participation de tous les acteurs du milieu concerné.

Les villages de Lilbouré, Bagaré, La Titon, Gomponson et Song Naaba ont initié l'activité à partir du constat des changements intervenus au cours des dernières années, illustrés par ces propos : « Autrefois, il leur suffisait de faire quelques centaines de mètres pour trouver du bois, maintenant elles font souvent plusieurs kilomètres. » L'analyse des causes va permettre la mise en œuvre d'actions significatives pour inverser le processus de dégradation.

Dans un premier temps, suite à l'identification des problèmes précis à traiter, les responsables de la sous-fédération ont organisé une visite dans les provinces du Yatenga et du Bam pour connaître l'expérience des populations en matière de conservation des eaux et des sols. Ensuite, trois paysans animateurs, originaires des villages ont été choisis pour bénéficier d'une formation technique (seize jours par personne) grâce à la cellule hydraulique et agroforestière des « 6S » (Savoir se servir de la savane en saison sèche). Les sessions avaient pour thèmes : aménagement d'un bassin versant, traitement de ravine, digue filtrante, mesure du niveau à eau en diguettes, plantation d'arbres, rédaction d'un rapport. Elles comportaient

une instruction théorique fondamentale, une formation sur le terrain avec la visite d'un site traité et l'étude d'un site non traité pour évaluer un plan de travail approprié. Ces animateurs organisent à leur tour des séances de formation sur le terrain de 2 à 4 jours pour les villages membres des comités UCODEP, soit 38 sessions dans les comités (environ 70 personnes par session) et 11 dans les villages (120 participants en moyenne).

Cette préparation minutieuse a conduit à l'exécution du projet :

- 179 ha de terres collectives et individuelles aménagées par des diguettes en pierre pour réduire l'érosion pluviale et refertiliser les sols (35 ha prévus par comité, soit 175 ha, 179 réalisés) ;
- 7 traitements de ravines confectionnés, dont 3 dans des comités non programmés par le projet, permettant la mise en culture de sites abandonnés par le passé (1 par comité était prévu) ;
- 3 digues filtrantes réalisées. Elles vont retarder l'écoulement des eaux lors des orages, permettre son infiltration et régénérer les nappes superficielles ; 2 permettront une mise en culture de riz et de sorgho (5 par comité étaient prévues) ;
- 6 boulis creusés, constituant une réserve d'eau temporaire pour l'alimentation des hommes et du bétail. Ils accompagnent la création d'un périmètre de diguettes et digues filtrantes permettant d'éviter l'envasement rapide et la récupération de remblais provenant du creusement (1 prévu par comité) ;
- 498 fosses fumières dans les 5 comités. L'exécution était laissée à l'initiative de chaque membre, mais étant donnée l'importance qu'elles représentent pour la fertilisation des champs, elle tend à s'étendre à l'ensemble de la communauté. Fosses fumières et compostières sont des éléments indispensables pour améliorer la structure des sols par l'apport de matière organique :
- 15 260 plants d'espèces variables (*acacia nilotica* et *albida*, *neem*, *cassia*, eucalyptus, néré) plantés sur l'ensemble des 5 comités. La réalisation de ce programme a été gênée par une rupture des stocks de plants à la Direction départementale de l'environnement. Les comités ont dû s'approvisionner auprès des pépinières de Ouagadougou. Pour éviter le renouvellement de tels désagréments, la Direction provinciale de l'environnement a autorisé les comités et groupements paysans à créer leurs propres pépinières (étaient prévus 3 500 plants par comité).

La participation villageoise s'est faite sur la base du volontariat. La cohésion du village, au moment du choix de l'activité, est primordiale. Les chefs de village, de quartier, de famille qui sont des anciens investis par la coutume, les paysans animateurs désignés démocratiquement pour leur compétence jouent un rôle capital. Ils établissent le roulement pour le travail. De façon générale, la « mobilisation » est prévue deux fois par semaine. Des chefs d'équipe sont désignés en fonction de leur respectabilité, les pay-

sans animateurs formés assurant la coordination d'ensemble. Il est arrivé que l'ardeur à venir sur le chantier crée des problèmes, faute d'outil, fut-ce une simple houe.

Ce travail a nécessité 834 rotations de véhicules et surtout trois comités non bénéficiaires au départ ont réalisé quelques ouvrages (notamment pour le traitement des ravines), témoignant de la solidarité entre villages et de leur réalisme (utilisation de ressources disponibles). Il a fallu en effet s'adapter parfois aux circonstances les plus banales. Ainsi, la fabrication de diguettes et digues filtrantes a été gênée par le fait que les gisements de cailloux de latérite étaient très éloignés des terrains à traiter (3 à 4 km) ou se sont révélés trop faibles pour les actions prévues. Le camion n'a pu être disponible comme prévu. Les crevaisons des véhicules sont nombreuses à cause de la vétusté des pneus, de l'état des pistes ou de l'absence de celles-ci. En outre, Les décideurs d'*Afrique 2000* ont réduit de moitié, en cours de chantier, la durée de location du camion : 75 jours au lieu de 150 pour des raisons budgétaires. Cependant les villageois n'ont pas voulu réduire les objectifs et ont utilisé les moyens du bord.

Les cinq villages initiaux ont fait école ; par contagion, trois autres ont demandé à participer et ont été agréés : Toessin, Sabo et Zoetgomde.

La mise en place des ouvrages a pour objectif la protection et la reconstitution des champs agricoles en ralentissant le ruissellement des eaux de pluie, donc en favorisant l'infiltration qui va permettre une amélioration de la productivité des sols et des plantes. Un autre objectif est de mettre la disposition des populations des techniques qu'elles peuvent maîtriser avec les matériaux locaux. Ces objectifs sont largement atteints même si le peu de recul ne permet pas une évaluation détaillée.

Les premières améliorations tangibles, en matière de traitement des sols, sont un ralentissement de l'érosion, l'amélioration de l'équilibre hydraulique et, par conséquent, une remontée de nappes de surface et, de la nappe phréatique. On a aussi enregistré un accroissement spectaculaire des rendements des céréales (30 %) dès la première année par l'association des diguettes et de fumure organique. L'action en matière d'agroforestière a permis la reconstitution du couvert végétal. Les paysans ont également souligné la nécessité de poursuivre la formation : « On n'a jamais assez appris... ». Ils vont même jusqu'à faire visiter avec une certaine fierté un nouveau champ qui a donné une bonne récolte sur ce qui n'était avant le projet qu'un terrain de football... Sur ce chantier, contrairement à beaucoup d'autre, il n'y a pas eu de distribution de vivres. Le dynamisme était essentiellement résultat d'une conscientisation bien menée par les leaders locaux ; le travail était compris comme essentiel pour se maintenir sur la terre des ancêtres.

Les effets sociaux sont essentiels. Depuis que les réalisations ont porté leurs fruits, aucune famille participant aux activités d'UCODEP n'a émigré. Un migrant de retour au pays précise : « c'est parce que je gagne suffisamment en cultivant pour nourrir ma famille que je ne me suis plus rendu en Côte d'Ivoire ».

En outre, on peut constater le maintien et même l'accroissement de la solidarité par des travaux d'intérêt collectif ou faits collectivement pour un particulier. Cette relance des activités communautaires est particulièrement sensible parmi les femmes, concernées par la recherche du mieux-être. Sur les 167 associations villageoises participantes, 40 étaient exclusivement féminines, 27 mixtes. Elles sont réputées pour gérer de façon plus serrée et efficace que les hommes le pécule de leur groupement. Ainsi, elles se sont organisées pour créer leur banque de céréales, leurs champs communautaires, pour gérer un moulin et des « bourses du travail » ; elles ont également des activités champêtres chez des particuliers contre paiement.

La réalisation du projet « Conservation des eaux et des sols » du Passoré a eu un effet de vitrine. Un évaluateur du PNUD a admiré le rapport qualité/quantité/prix ; des délégations étrangères ou venant d'autres régions du Burkina visitent les travaux réalisés. Plus important est le fait que dans les villages voisins, vingt groupes se sont constitués dans les six mois qui ont suivi la visite des chantiers. Au travers de ces projets à l'échelle du village, il apparaît possible de recevoir l'adhésion des habitants, ce qui permet une utilisation maximale des réalisations et assure la pérennisation d'une action efficace pour améliorer l'équilibre écologique et une meilleure gestion des ressources naturelles.

**Francie Albarran**  
**Saïdou Ouedraogo**  
*Peuples solidaires*